

DISCOURS DE JEAN-LUC GLEYZE
Président du groupe de Gauche de l'ADF
Assises de DF – Communauté Européenne d'Alsace- Vendredi 10 novembre
Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président du Sénat

Madame la Première Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président de l'ADF, cher François,

Madame le Président de la Communauté Européenne d'Alsace, Cher Frédéric,

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Madame la Première ministre, permettez-moi tout d'abord de vous remercier très sincèrement d'avoir bousculé votre agenda pour souffrir les expressions politiques des Départements, c'est un signe manifeste de respect à l'égard de notre parole...

Je suis sûr que mon collègue, Nicolas Lacroix, partagera ces remerciements.

Mesdames et messieurs les ministres,
Monsieur le président de DF, mon cher François,
Cher Frédéric BIERRY, notre hôte en ce beau pays d'Alsace,
Mesdames et messieurs les PCD,
Mesdames et messieurs les conseillères départementales et conseillers départementaux,
Mesdames et messieurs les élus,
Chers amis.

Laissez-moi vous raconter une belle histoire, de celles qui font rêver.

C'est un beau pays qui a fait le choix du « pire des régimes à l'exception de tous les autres », comme le disait Churchill. Une démocratie qui s'organise en République. Elle a, depuis 40 ans, pertinemment décidé de s'approcher de ses concitoyens. Elle a mis en place pour cela un principe simple, définir le meilleur niveau d'action publique pour répondre au mieux aux attentes et aux besoins de la population : c'est la décentralisation. La terre d'Europe qui nous accueille aujourd'hui, cher Frédéric Bierry, appelle cela la subsidiarité.

Bien entendu, il aura fallu un peu lutter contre des réflexes jacobinistes, assez naturels dans un État qui, bien que révolutionnaire à l'origine, ne s'est jamais vraiment départi d'une organisation verticale. Sa résonance lointaine provient sans doute de la royauté et de l'Empire qui l'ont précédée. Mais l'attraction « girondine » est une demande du peuple. Le pays s'est donc organisé avec des niveaux de collectivités locales qui agissent en vertu de compétences qui leur sont confiées.

Toutes ensemble, elles composent la maille fine du tissu républicain qui assure l'aménagement, le développement, la protection, la cohésion, une unité nationale qui prend acte aussi des différences et des particularités locales. L'État, qui détient naturellement des compétences régaliennes, respecte ces échelons locaux. Il veille à leur donner les moyens d'une autonomie fiscale, financière et, in fine, politique dans le meilleur sens du terme. Les collectivités assument donc leurs compétences obligatoires, mais aussi des politiques volontaristes, essentielles pour assurer le lien social et la solidarité territoriale.

Quelle belle France que celle-ci !

Mais hélas, minuit a sonné et le carrosse s'est transformé en citrouille. Au fil des années, l'État dans un réflexe d'autodéfense originel n'a eu de cesse de transformer cette belle histoire en déclin progressif, et aujourd'hui en danger républicain, territorial et social. Et les Départements en sont malheureusement le meilleur exemple.

La décentralisation n'est pas chose facile. Mais les élus locaux ne sont pas des barons en leur baronnie. Nous sommes des femmes et des hommes, dotés d'une légitimité démocratique, qui décident de politique publique en responsabilité.

La technocratie depuis ses tours d'ivoire ministérielles, s'est forgé l'image de départements riches. Elle lorgne sur des recettes longtemps actives, mais fragiles, sans jamais considérer les dépenses qu'elles permettaient d'assumer. Pourtant ces dépenses n'ont cessé de croître : une dégradation sociale qui s'est accélérée, une transition démographique amorcée avec le vieillissement de la population, un nombre croissant d'enfants à protéger, une inflation soudaine et galopante, sans oublier le dérèglement climatique dont nous sommes toutes et tous comptables.

Avec des annonces généreuses et bienvenues comme l'augmentation du point d'indice, l'Avenant 43 pour les aides à domicile, un Ségur loin d'être « pour tous », une prime de feu pour les sapeurs-pompiers ou une prime pour le pouvoir d'achat, il est venu, pour tout ou partie, faire sans vergogne les poches des Départements. Mieux, il les place en première ligne pour recevoir les revendications des salariés, des partenaires, des citoyens, évitant de se confronter à la difficulté d'assumer le financement de ces mesures.

Avec ces places insuffisantes en FAM ou en MAS, qui contraignent les Départements à de coûteuses PCH 24h sur 24, il peut aussi nous faire assumer des transferts masqués. Ou encore avec ces places en IME qui manquent et qui obligent des enfants à être pris en charge au titre de la protection de l'enfance, carence que le Conseil d'État vient lui-même de reconnaître ; il nous transfère là aussi des dépenses masquées.

Avec la non-compensation des AIS, il ne soutient pas la légitime solidarité nationale sur nos dépenses. Alors que nous sommes le niveau de collectivité qui opère la plus importante péréquation horizontale, cette légitime solidarité sur les recettes. C'est d'ailleurs l'alerte du dernier rapport de la Cour des Comptes indiquant que cette péréquation est « au point mort » et qu'elle contient « des incohérences et des insuffisances ».

En Gironde, pour prendre un exemple au hasard, c'est l'équivalent d'un budget annuel, soit 1,8 milliard d'€, de reste à charge qu'il a fallu assumer entre 2015 et 2022, soit la durée d'un mandat. Tout cela alors que l'État peut assumer légalement un déficit national, quand nous devons équilibrer nos budgets et ne pas afficher de déficit sur nos comptes administratifs.

Aujourd'hui, Mme la Première Ministre, la cordée décroche et l'Etat semble avoir oublié que, comme l'écrit Dominique Potard dans *Compagnons de bordée*, « le premier de cordée a le rôle le plus périlleux : sa survie dépend des points d'assurance et de la vigilance du second de cordée ». Les départements sont ces points d'assurance de la République décentralisée. Si certains chutent dès cette fin d'année 2023, les autres vont suivre sans délai.

Pour 2023, nous perdons entre 20 et 30 % de droits de mutation en 2023. Et on nous annonce, pour 2024 entre -5% à -15% des DMTO. Mais nous en entrainerons d'autres dans notre chute : les communes verront leur péréquation et les aides baisser, le tissu économique souffrira de la baisse des investissements publics dont les collectivités représentent 70 %, le monde associatif médico-social, sportif et culturel va s'effondrer, et les citoyens pour lesquels nous sommes, vous comme nous, élus et donc redevables n'auront plus la réponse d'action publique à la hauteur de leurs besoins.

Plus de capacité à agir, plus de capacité à investir, plus de solidarité envers nos concitoyens, plus de solidarité entre les territoires. Quelle est la prochaine étape ? Perdre toute autonomie politique ?

Vous en connaissez les risques. Une colère latente qui, lorsqu'elle explose sans contrôle, génère des débordements de violence en marge des mouvements sociaux. L'amertume d'une résignation forcée qui se laisse tenter par des votes extrêmes. La montée du Rassemblement National dans les secteurs ruraux, dans les catégories sociales modestes ou défavorisées, qui laisse planer pour nous, républicains et démocrates dans l'âme, une inquiétante perspective aujourd'hui possible : celui d'une République avec à sa tête une extrême-droite fascisante qui cultive la haine de l'Autre et de la démocratie. C'est ce combat que nous menons toutes et tous ici dans cette salle, pied à pied, jour après jour, et je veux croire, Mme la Première Ministre, que nous le partageons !

Alors, quel pays voulons-nous, Mme la Première Ministre ? Quel pays vous et votre gouvernement voulez-vous ? Nous avons besoin de réponses à cette question, dont la responsabilité vous appartient. Et nous, élus locaux, avons foi dans un Etat sûr de son intervention dans les domaines qui lui sont réservés. Les compétences régaliennes que vous exercez doivent garantir la cohésion et la conduite de la Nation !

Quelle République voulons-nous, Mme la Première Ministre ? Quelle République vous et votre gouvernement voulez-vous ? Nous avons besoin de réponses à cette question, car nous en sommes un des maillons essentiels. Vous nous appelez à la rescousse dès qu'une crise survient. Nous sommes toujours là pour assurer le filet de protection des plus fragilisés. Les collectivités ont pleinement leur place dans cette organisation républicaine. Mais nous n'en trouverons la plénitude qu'à la condition d'être affranchis de toute tutelle de l'Etat déconcentré !

Quelle décentralisation voulons-nous, Mme la Première Ministre ? Quelle décentralisation vous et votre gouvernement voulez-vous ? Nous avons besoin de réponses à cette question, car au-delà du Groupe de Gauche que je représente, tous les élus ici rassemblés y sont viscéralement attachés. Et c'est son président « girondin », dans les deux sens du terme, qui vous le dit avec la plus profonde conviction, au nom de tous ses collègues. La décentralisation que nous appelons de nos vœux, NOTRE décentralisation, ce sont des compétences transférées, des moyens associés, et surtout notre juste place, notre juste rôle pour servir les Françaises et les Français !

La décentralisation n'est pas un jouet que l'on brise. Elle est un des fondements de l'ordre républicain, et les crises successives démontrent plus que jamais son utilité. Elles témoignent aussi du besoin vital de proximité qu'expriment nos concitoyens : c'est là qu'est sa plus grande vertu !

Pourtant, elle subit aujourd'hui une asphyxie financière qui la place sous respirateur artificiel. Celui des Départements manque désormais d'oxygène, mais les Régions commencent aussi à étouffer, et les communes réduites à la fiscalité du foncier bâti sentent poindre l'étranglement.

Voulez-vous ainsi faire mourir les collectivités ? Les accuser de ne pas être à la hauteur de leurs compétences pour les recentraliser ? Tendre vers une privatisation des services publics ? Nous ne pouvons plus accepter des contractualisations qui nous fixent des objectifs sans avoir suffisamment de moyens, des appels à projets qui donnent l'illusion d'une action publique innovante masquant en réalité un souci d'économie budgétaire sur notre dos, ou la tendance à nous considérer comme des opérateurs agentiels de l'État. Nous ne sommes pas des Préfets élus, nous sommes des présidents de collectivités qui revendiquent la libre administration, ce droit que garantit notre Constitution !

La lettre de mission que le Président de la République vient de confier à Eric WOERTH pourrait constituer un élément de réponse. Mais je ne vous cache pas qu'elle contribue plutôt, dans ses orientations et attendus, à nous inquiéter plus qu'à nous rassurer. Sans doute saurez-vous trouver les mots pour nous démontrer qu'elle offre des perspectives qui vont dans le sens d'une vision de la décentralisation qui nous est commune ?

Technocratique, elle manque selon nous de souffle et de vision politique, présente des angles qui ignorent le fond, celui d'une évaluation objective d'une décentralisation qui date de 40 ans pour l'adapter au monde présent. Elle constitue aussi une pomme de discorde qui peut opposer les collectivités entre elles : c'est la pire des conséquences dans un moment où la République doit, plus que jamais, se montrer une et indivisible !

Aujourd'hui, les fonds de sauvegarde ou d'urgence ne sont plus à la maille de la réalité de notre situation. Plus que des pansements, ce sont des solutions structurelles et lourdes qu'il faut désormais mettre en œuvre pour sauver la Mère « Décentralisation ».

Mme la Ministre FAURE, je sais que vous préférez les propositions de solutions aux constats. Je vous propose donc d'aller chercher les DMTO que certains montages juridiques permettent d'éviter sur des acquisitions à forte valeur. Que le gouvernement imagine aussi des recettes qui soient cohérentes avec les compétences que nous exerçons. Que l'Etat cesse d'intervenir dans les domaines de compétences des collectivités territoriales et fasse confiance aux prétendues strates de l'action publique. Nous avons les outils, nous avons les compétences, nous avons l'expertise. Donnez-nous les moyens !

Pour les Départements, nous ne pouvons être dépendants des lois du marché, entre DMTO et TVA. Rendez-vous compte, madame la Première ministre, le service public est sous la perfusion du marché. Même les plus libéraux des libéraux n'auraient rêvé mieux !

Donnez-nous peut-être plutôt une part de CSG. Recalez les bases de TSCA pour garantir un financement des SDIS, en mettant en exergue la « valeur du sauvé » auprès du régime assurantiel. Travaillons ensemble à la question de l'autonomie financière, qui peut être fiscale, mais pas seulement. Laissez-nous surtout la capacité à bénéficier d'une part de dépenses propres, celles qui ne nous sont pas imposées et qui nous permettent l'innovation, l'expérimentation, toutes les politiques de lien social qui viennent compléter nos compétences obligatoires. Laissez-nous la tête haute, apporter plus et mieux à nos concitoyens !

Ce n'est qu'à cette condition que vous nous donnerez non seulement l'autonomie fiscale et financière, mais surtout une réelle autonomie politique, celle de la libre administration des collectivités qui constituait la volonté des textes fondateurs de la décentralisation.

Alors, Mme la Première Ministre, ne parlons pas seulement finances, ne parlons pas seulement technique, ne parlons pas seulement mécanique institutionnelle, parlons valeurs. Repartons du fond de l'intention politique, celle qui nous place à la hauteur de nos responsabilités, celle qui nous oblige au regard des populations que nous représentons. C'est ce débat que nous attendons de vous, c'est sur ce débat que nous voulons être partie prenante engagée et convaincue.

Ce n'est pas en commandant l'élimination d'une strate, en concentrant la focale sur les compétences, en nettoyant l'usine à gaz des normes, et même si tout cela est nécessaire. Donnons du souffle, ayons ensemble une ambition réelle, sincère, à la hauteur des enjeux et des attentes du peuple français. Œuvrons ensemble pour une vraie décentralisation aboutie, celle du territoire vécu, celle des libertés locales, et non un trompe-l'œil ou un alibi !

Faisons-le en restant attachés à l'unité nationale et à l'autorité de l'État. Retrouvons les fondements de la décentralisation originelle telle que la définissait François MITTERRAND :

« Il est possible d'administrer et de gérer en faisant confiance aux citoyens puisque c'est à partir des citoyens que doit s'exprimer un système, un régime authentiquement démocratique. La décentralisation répond au besoin que l'on a aujourd'hui d'assumer la responsabilité de ses propres affaires, là où l'on vit, là où l'on travaille, dans une société toujours plus lourde et complexe, et chacun ressentait ce besoin. Elle s'impose parce qu'elle est porteuse de liberté, parce qu'elle est un instrument de la démocratie. »

Entendez, Mme la Première Ministre, l'appel des Départements de France. Écoutez les alertes qu'ils vous lancent. Considérez les propositions constructives que nous vous présentons.

N'enfermez pas l'ambition d'une décentralisation moderne dans un carcan technocratique. Laissez-la respirer, laissez-la s'exprimer, laissez-la vivre : c'est la meilleure considération que nous pourrons avoir, ensemble, pour les Françaises et les Français !

Merci de votre attention.

Je vous remercie.